
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 6 (1978)

DOI: 10.11588/fr.1978.0.49274

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Einheit, der inneren Freiheit und des Strebens nach Sicherheit gegenüber dem Druck mächtiger Nachbarn das große Thema der gewiß auch ›Siege‹ und Erfolge umschließenden, insgesamt aber doch eher leidvollen, viel tragische Züge aufweisenden Geschichte Rumäniens von 1877 bis zur Gegenwart ist. Wollte man aus den vielen möglichen Namen, die man als Beleg für dieses Thema anführen könnte, einen besonders repräsentativen nennen, dann wäre es Juliu Maniu, der Führer der Nationalzaranisten, der in den schwersten Jahren der rumänischen Geschichte, im Zweiten Weltkrieg und in der Stalin-Ära, die drei Leitbilder (Einheit, Freiheit, Sicherheit) zu verwirklichen trachtete und als Opfer der stalinistischen Phase Nachkriegsrumäniens 1955 (an einem bis heute unbekanntem Tag) als 71jähriger im Gefängnis starb. Daß Maniu in diesem Bande nur zweimal (an relativ unbedeutender Stelle – vor dem Ersten Weltkrieg und im Zusammenhang mit dem Frieden von Trianon 1920) genannt wird und sein Name im weitaus wichtigeren Kontext der dreißiger, vierziger und frühen fünfziger Jahre gar nicht erscheint, spricht mehr für die immer noch sehr engen Grenzen der viel beschworenen ›Unabhängigkeit‹, als die am Ende des Bandes besonders penetrante Eloge auf Ceausescus Konzept der nationalen Unabhängigkeit vom Gegenteil zu überzeugen vermag.

Andreas HILLGRUBER, Köln

Ursula MITTMANN, *Fraktion und Partei. Ein Vergleich von Zentrum und Sozialdemokratie im Kaiserreich*, Düsseldorf (Droste) 1976, 455 S. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, Band 59).

Un gros livre – trop gros peut-être – qui se propose d'éclairer la structure et le fonctionnement des deux partis de masse protestataires du Reich wilhelmien par l'étude comparée de leurs fractions parlementaires respectives.

Le sujet est abordé sous tous les angles, à commencer par le droit constitutionnel, et l'on voit bien comment l'absence de statut des partis, le scrutin majoritaire et le refus prolongé de l'indemnité parlementaire aboutirent à majorer le rôle personnel du député en tant que notable (ou) activiste. La considération (assez pâteuse) des idéologies nous montre ensuite comment les deux partis incarnèrent deux conceptions de la société: au Centre, une vision hiérarchique et organiciste, en assonance avec la structure sociale du Second Reich et privilégiant les rapports de pure confiance entre député et électeur; à la social-démocratie, une vision démocratique impliquant le contrôle du député par l'électeur, réputé politiquement adulte et actif. Le Centre et la social-démocratie fonctionnaient l'un et l'autre comme des »partis d'intégration« diffusant une »sub-culture« plus ou moins différente de la culture globale; mais alors que le parti catholique prétendait se situer au niveau du »peuple« envisagé dans sa totalité (et pas seulement au niveau du »peuple catholique«), le parti socialiste s'identifiait soit au »petit peuple« soit à »l'ecrasante majorité du Peuple«, face à une poignée de capitalistes (Ursula Mittmann est d'ailleurs loin d'apercevoir toutes les conséquences de cette redoutable ambiguïté). Le Centre nous est présenté

comme un »parti de fraction«, c'est-à-dire que la fraction parlementaire, qui était sa seule organisation effective, apparaît comme le lieu géométrique de la conciliation des intérêts les plus divers (du moins en théorie, car la pratique manifestait une prépondérance incontestable de la noblesse foncière et des divers »notables«). La socialdemocratie apparaît au contraire comme un »parti de membres« actifs, où la fraction se voyait assigner un rôle subordonné ou instrumental (dont elle s'affranchit d'ailleurs dans la pratique, dès les lois anti-socialistes). L'étude des rapports entre partis ou fractions et groupes de pression internes ou externes fait apparaître la pression croissante des syndicats sur l'appareil social-démocrate, sans que l'histoire de cette pénétration, qui débouche sur une véritable prise de pouvoir, doive être purement et simplement confondue avec celle des luttes entre révolutionnaires et reformistes . . . Au Centre, les rapports méfiants avec le jeune mouvement ouvrier catholique contrastent avec la confiance qui présidait à l'entente souple entre la fraction et cette »Association Populaire« (*Volksverein*) qu'on peut considérer comme la »base de masse« du parti. Même souplesse pour les rapports entre fraction et presse de Centre, alors que les relations entre la fraction socialiste et la presse du parti se caractérisaient par d'incessantes luttes d'influence et par la volonté de contrôle de la première sur la seconde . . . Envisageant enfin la fraction en tant que »collège de chefs«, U. Mittmann la considère comme le directoire effectif du Centre, alors que le Congrès social-démocrate était, au moins en théorie, l'instance suprême . . . Il reste que l'autorité de chefs comme Windthorst ou Bebel tenait finalement beaucoup plus à leur personnalité qu'au mandat du parti ou au mandat parlementaire. Cette distinction entre *Auctoritas et Potestas* amène l'auteur à consacrer une étude spéciale à Erzberger, Südekum et K. Liebknecht, à cause de leur rôle pendant la guerre; une »digression« lui permet aussi d'analyser comment les deux partis ont pu être directement affectés par la politique propre de leurs fractions parlementaires, après le 4 août 1914 pour la social-démocratie, après le 17 juillet 1917 pour le Centre. Si l'importance des considérations doctrinales devait alors mener la fraction puis le parti socialistes à la scission, on voit bien comment »l'honorable improvisation du pragmatisme catholique« allait permettre au Centre de resserrer les rangs et de se présenter relativement uni devant les tâches qu'allait lui proposer le régime de Weimar.

Les mérites de cet ouvrage, qui représente un énorme travail (cf. l'extraordinaire appareil critique) ne sont pas niables. Il apporte beaucoup à la connaissance de détail des deux partis. Mais il eût certainement gagné à une composition moins fragmentée. Passant sans cesse d'un parti à l'autre, le lecteur s'essouffle ou perd pied. L'analyse l'emporte trop sur la synthèse. Enfin, certains points de vue sont discutables, qui témoignent d'un insuffisant approfondissement théorique. A quel cliché idéologique correspond »l'omnipotence libérale de l'Etat« dont il est question p. 74? Faut-il vraiment considérer le Centre comme un parti »bourgeois«, alors même que l'on souligne à juste titre certains de ses caractères archaïques? Surtout, fallait-il vraiment remuer une telle masse de papier pour aboutir à des conclusions d'ensemble aussi banals que celles de la mince conclusion?

Louis DUPEUX, Strasbourg